

# Le mouvement populaire wallon

par François PERIN,

Chargé de cours à l'Université de Liège.

★

Je vais commencer par une question de terminologie posée très clairement ce matin par M. Meynaud. Le terme même de groupe de pression a été inventé, non pas par des hommes de science, mais par le journalisme politique vers les années 1926. Mais ce terme s'est très largement répandu.

La première question que l'on se pose et que l'on a d'ailleurs posée aux dirigeants du M.P.W. est de savoir pourquoi ils ont qualifié leur propre organisation de groupe de pression.

Ce terme a été utilisé par les créateurs du M.P.W. sous l'influence précisément des sciences politiques, de la terminologie des revues et des périodiques de sociologie politique.

C'est M. André Renard lui-même qui le premier a qualifié son organisation de groupe de pression parce que lui-même et son état-major sont abonnés aux revues de sociologie politique et ont emprunté leur propre vocabulaire d'hommes d'action au vocabulaire des hommes de sciences.

C'est ce vocabulaire qui va faire fortune sous la double pression des hommes d'observation et des hommes d'action.

Il faut expliquer pourquoi cette terminologie correspond plus ou moins à la réalité. Le dirigeant principal du M.P.W. se trouvait devant un vocabulaire que vous lui avez apporté et qui le tirait d'embarras.

Le M.P.W. n'est ni un parti politique ni un syndicat; mais nous allons voir dans quelle mesure il se distingue du parti politique et dans quelle mesure au contraire il lui ressemble.

Nous allons faire la même analyse en ce qui concerne l'organisation syndicale. Le M.P.W. n'est pas et ne veut pas être un parti politique. Pourquoi? Il y, à cela, des raisons théoriques et

des raisons pratiques. Le mouvement, afin de garder sa puissance, ne veut pas d'une manière vaine diviser la gauche de l'opinion wallonne sur un plan électoral, ce qui provoquerait des rivalités désastreuses et des oppositions parfaitement stériles. Voilà la première raison.

Ensuite, il y a une raison d'efficacité, même sur le plan électoral. Les dirigeants du M.P.W. se sont rendu compte que s'ils commettaient l'erreur de se transformer en organisation électorale, ils pourraient peut-être, en mettant les choses au mieux, emporter un assez grand nombre de sièges littéralement volés aux formations socialistes wallonnes sans, pour cela, aboutir à une réforme constitutionnelle dans un sens fédéral.

Il y a peut-être une raison plus grave encore sur le plan doctrinal. Il y a, dans les masses populaires un certain scepticisme à l'égard du régime parlementaire dans la mesure où ce régime semble privé de dynamisme créateur dans la conjoncture actuelle. Devenir à son tour une affaire de parlementaires, c'est saper le prestige du M.P.W. auprès des masses.

Le mouvement est donc le résultat, sur le plan de la sociologie politique, de l'hiatus actuel entre les institutions de l'Etat et l'opinion publique.

Mais en même temps cette formation ressemble à certains égards à un parti. Le mouvement fait pression sur les partis principalement, mais pas exclusivement, sur le P.S.B.

Le mouvement ressemble à un parti parce qu'il a un programme détaillé sur divers objets notamment les problèmes politiques, culturels, économiques et sociaux. Il n'hésite pas à descendre dans les détails par exemple sur le problème du régime des allocations familiales qui est un problème technique bien précis. Il a un programme sur le plan politi-

que ; c'est l'objet principal du mouvement : préconiser pour l'Etat belge une modification profonde de ses structures traditionnelles. Au contraire, le M.P.W. n'a pa voulu prendre position sur le plan de la politique internationale. Dans les rangs de ce mouvement, les options ne sont pas les mêmes sur ce point.

Enfin, au point de vue de l'organisation même du mouvement, la structure du M.P.W. ressemble moins à la structure des partis belges qu'à la structure du parti travailliste britannique. C'est en effet une organisation fondée à la fois sur l'affiliation individuelle de militants groupés en sections cantonales et régionales et sur l'affiliation collective d'organisations ouvrières.

Ainsi, le mouvement n'est pas un syndicat mais ressemble à un syndicat. Ce n'est pas un syndicat parce que la politique de revendications ouvrières par exemple ne peut pas être arrêtée par les organes du mouvement. Le mouvement ressemble à un syndicat et fait pression sur les organisations syndicales traditionnelles parce qu'il défend des thèmes généraux tels que les réformes de structures du programme de 1954 et non des thèmes spécifiquement revendicatifs de la F.G.T.B.

Le mouvement fait aussi pression sur les syndicats de formation chrétienne dont les militants de base sont sensibilisés en tant que wallons.

Ainsi même des conservateurs wallons tels que M. Duvieusart (dans sa dernière conférence à l'I.B.S.P.) n'ont pas voulu combattre de front le

fédéralisme ; au contraire, il a proclamé que l'on ne pouvait pas être anti-fédéraliste sommairement sans faire une analyse profonde de ce qu'il a lui-même appelé « Le malaise wallon ».

Il y a donc à cet égard une certaine pression qui s'exerce sur des mouvements et sur des milieux au sein desquels les leaders qui dirigent le mouvement n'ont ordinairement aucune audience. Par contre, il faut constater, — c'est un événement relativement neuf dans la politique belge, — la fascination qu'exerce ce mouvement sur une fraction importante de la jeunesse. Cela prouve assez bien que la jeune génération manifeste une certaine hostilité à l'égard des institutions parlementaires belges, reconnues impuissantes.

Le M.P.W. traduit donc bien dans les circonstances actuelles la nervosité qui règne dans l'opinion wallonne à l'égard des institutions traditionnelles de l'Etat. Ce n'est donc pas un groupe de pression qui s'installe dans le régime tel qu'il est pour en fléchir en sa faveur le mécanisme normal. C'est un groupe politique qui a pour objet de mettre à nu l'hiatus qui existe entre une structure périmée de l'Etat et une opinion qui ne se reconnaît plus dans le cadre de cet Etat.

En cela, le terme groupe de pression est inadéquat et traduit mal la réalité du M.P.W.

Le M.P.W est plus qu'un groupe de pression ; il est la manifestation d'une crise non seulement des institutions politiques mais de l'Etat belge lui-même.

